

Politique africaine

Nicolas SARKOZY

Brefs extraits du discours de M. Nicolas Sarkozy, président de la République, devant le Parlement d'Afrique du Sud, Le Cap, 28 février 2008 (www.elysee.fr).

...

Pendant la campagne présidentielle française, j'ai exprimé ma volonté de rénover la relation entre la France et l'Afrique...

Il y a trois semaines au Tchad, alors que des mouvements rebelles tentaient de renverser par les armes les autorités légales du pays, la France, s'est interdit de s'immiscer dans les combats. Je n'ai pas autorisé à ce qu'un seul soldat français tire sur un africain, même si pour moi il convenait de soutenir le gouvernement légal du Tchad. C'est un changement sans précédent... (qu')il faut poursuivre, parce que la présence militaire française en Afrique repose toujours sur des accords conclus au lendemain de la décolonisation, il y a cinquante ans !

(Cela ne veut pas dire) que ces accords n'étaient pas à l'époque justifiés ; mais... ce qui a été fait en 1960 n'a plus le même sens aujourd'hui. La rédaction est obsolète et il n'est plus concevable, par exemple, que l'armée française soit entraînée dans des conflits internes. L'Afrique de 2008 n'est pas l'Afrique de 1960 ! La France en tirera toutes les conséquences avec ses partenaires africains.

QUATRE PROPOSITIONS

La première porte sur **les accords de défense** entre la France et les pays africains. Ils doivent refléter l'Afrique d'aujourd'hui, et pas l'Afrique d'hier. Ils doivent reposer sur les intérêts stratégiques de la France et de ses partenaires africains. Je ne dis pas qu'il faille

nécessairement faire table rase et tout effacer d'un seul trait de plume. Mais je dis que la France souhaite engager des discussions avec tous les États africains concernés pour adapter les accords existants aux réalités du temps présent et en tenant le plus grand compte de la propre volonté des pays africains. La France sera ouverte au dialogue avec tous ceux qui souhaiteront nouer avec elle un nouveau partenariat en matière de sécurité.

Deuxième proposition, je vais refonder nos relations sur un principe qui n'existait pas et que j'imposerai, **le principe de la transparence**. La transparence, c'est la meilleure garantie pour des relations solides et durables, le meilleur antidote aux fantasmes et aux incompréhensions. Contrairement à la pratique passée, j'annonce au Parlement d'Afrique du Sud que tous les accords de défense entre la France et les pays africains seront intégralement publiés. J'associerai également étroitement le Parlement français aux grandes orientations de la politique de la France en Afrique.

Troisièmement, je propose que la présence militaire française en Afrique serve en priorité à **aider l'Afrique à bâtir**, comme elle en a l'ambition, **son propre dispositif de sécurité collective**. L'Union africaine souhaite disposer de forces en attente à l'horizon 2010-2012 ? Eh bien que cet objectif soit aussi celui de la France ! La France n'a pas vocation à maintenir indéfiniment des forces armées en Afrique, l'Afrique doit prendre en charge ses problèmes de sécurité.

Il ne s'agit nullement d'un désengagement de la France... (mais bien qu'elle) s'engage davantage au côté de l'Union africaine... pour construire le système de sécurité collective dont l'Afrique a besoin car la sécurité de l'Afrique c'est d'abord naturellement l'affaire des Africains.

Enfin, ma dernière proposition vise à **faire de l'Europe un partenaire majeur de l'Afrique** en matière de paix et de sécurité. C'est le sens du partenariat conclu entre nos deux continents à Lisbonne en décembre dernier. C'est notre intérêt à tous, car une Europe forte a besoin d'une Afrique forte...

Nicolas SARKOZY
Président de la République